TIRS CROISÉS | Budget

Ce qu'espèrent les PME pour garder la tête hors de l'eau

Propos recueillis par Sharon LEUNG-AH FAT

Des mesures qui les aideront à faire face aux vagues sans chavirer dans la tempête économique actuelle, c'est ce qu'espèrent trouver les PME et autres entrepreneurs dans le prochain budget. Ajay Beedassy, président de la *SME Chamber*, espère avant tout que le gouvernement décide de *Write Off* la dette que représente le *Government Wage Assistance Scheme* (GWAS) avec des PME payant encore les intérêts. Il exhorte le gouvernement à interdire l'invasion de produits importés en volume (*Dumping*) qui tuent les producteurs locaux. Pour remplir à nouveau les caisses de l'État maintes fois proclamées vides, il suggère vivement que les compagnies, ayant bénéficié des milliards de soutien du gouvernement et qui brassent aujourd'hui des milliards de profits, viennent rembourser l'argent. *« Ce qui aurait pu couvrir les dettes des PME auprès de la DBM ».* Il demande un *One-Stop Shop* pour résoudre les problèmes des PME, leur évitant d'aller de ministère en ministère. Le président de la *SME Chamber* réitère que les PME représentent 54% des emplois à Maurice et 40-45% du PIB. *« Quand on regarde l'Inde, la Chine, la Thaïlande, ils aident leurs PME. Il ne faudrait pas que le gouvernement nous laisse mourir. »*

Rima Ramsaran, femme entrepreneure, est pour sa part d'avis que *« le défi du budget est de respecter au mieux les promesses électorales en fonction du contexte actuel et jongler dans des conditions quand même difficiles. »* Parmi ses demandes prioritaires, elle encourage la culture entrepreneuriale et la production locale en vue de réduire les importations. Elle insiste sur la nécessité de régler le problème de manque de main-d'œuvre. L'entrepreneure lance un signal d'alerte au gouvernement : *« les PME peinent à avancer, les entreprises stagnent, les conditions économiques sont difficiles. »* Elle souhaite que le gouvernement passe à l'action et crée en urgence un écosystème propice pour la promotion de l'entrepreneuriat et le *Ease of Doing Business.* *« La population n'attend pas un budget ambitieux mais réaliste, axé sur la reconstruction et la relance de l'économie. Assez de mesures populaires ou populistes. »*

Amit Bakhirta, *Chief Executive Officer* d'*Anneau*, société de services financiers, affirme quant à lui que la consolidation budgétaire devrait être l'axiome central de ce premier exercice budgétaire, notamment dans le contexte d'une dégradation imminente du pays au statut de *Junk* par l'agence de notation de Moody's. *« Ce que nous devons éviter à tout prix »*, prévient-il. L'entrepreneur souhaite que le gouvernement redéfinisse les industries piliers actuels comme nos ports et *« à travailler sur des réformes économiques innovantes, en mettant l'accent sur l'Afrique. Il est absurde que nos efforts ne se concentrent pas de plus en plus sur cette énorme baleine socio-économique juste à côté de nous qu'est l'Afrique. »* L'accès aux investisseurs et partenaires stratégiques, aux financements traditionnels et non traditionnels, aux financements bancaires, à la formation et au développement, et surtout, à de nouveaux marchés, est essentiel, dit-il, pour le développement des MPME.

AJAY BEEDASSY (SME Chamber):

«Un One-Stop Shop pour résoudre les problèmes des PME»

Quel est le mood des entrepreneurs quelques jours avant la présentation du budget ?

La situation est vraiment précaire actuellement. Pendant le Covid-19, l'ancien gouvernement nous a fait prendre un prêt, le *Government Wage Assistant Scheme* (GWAS) pour payer les employés et ne pas les licencier. À l'époque, nous pensions que cette dette serait rayée. En revanche, les WAS accordés aux hôtels ont été *Written Off.* Le gouvernement avait payé pendant deux ans.

Pour nous, par contre, on nous a mis une corde au cou. Aujourd'hui, nous sommes sous pression jusqu'à l'asphyxie car nous payons encore les intérêts malgré un moratoire à deux reprises. Cela se reflète sur le *Mauritius Credit Information Bureau*. Quand nous devons contracter un prêt, il y a déjà cette dette sur notre tête. D'après les statistiques disponibles, il y a une baisse conséquente au niveau des exports de Maurice. Il y a actuellement une récession. Il y a des PME qui travaillent avec le marché local et d'autres qui exportent. Moi, j'exporte à 70% et écoule mes produits à 30% sur le marché local.

Qu'attendez-vous comme mesures prioritaires pour les PME ?

Nous avons suggéré au gouvernement de *Write Off* le GWAS pour nous enlever ce poids. C'est notre première demande. Deuxièmement, pour permettre aux PME de respirer, il faut empêcher le *Dumping.* Par exemple, l'invasion des vêtements de seconde main en grande quantité à Maurice fait un grand fracas et est une menace pour les producteurs locaux. Il faudrait empêcher cela dans un petit pays comme Maurice. L'*Association of Mauritian Manufacturers* (AMM) promeut les produits locaux. Le gouvernement de son côté ne peut laisser tous ces vêtements entrer dans le pays.

Ce budget sera présenté dans le sillage du fort taux d'endettement hérité de l'ancien gouvernement et brandi par le présent gouvernement comme obstacle à la réalisation des promesses et autres projets sans compter les enjeux mondiaux que constitueront les taxes douanières de Trump ... La marge de manœuvre du gouvernement est restreinte, qu'en pensez-vous ?

L'Afrique du Sud impose 45% de taxe sur les produits importés de Chine et du Bangladesh. Même les USA appliquent cela. Pourquoi Maurice ne peut-elle pas taxer les produits importés ? Il y a une loi qui protège les producteurs locaux en imposant une taxe sur les produits importés. C'est un moyen pour le gouvernement d'avoir des revenus.

Je comprends tout à fait que le pays a des dettes, que l'ancien gouvernement a dilapidé les fonds et qu'il faut donner au présent gouvernement le temps mais il faut aussi prendre des mesures immédiates en enlevant le GWAS sur notre tête. Toutes ces compagnies qui ont reçu des milliards d'aide du gouvernement, et qui brassent aujourd'hui des milliards, doivent rembourser l'État. Ce qui aurait pu couvrir les dettes des PME auprès de la DBM.

En 5 ans, beaucoup d'entreprises ont dû fermer. Amédée Darga a tiré la sonnette d'alarme en disant que si Maurice veut relancer le secteur industriel, il lui faut revoir son approche économique. Lors des présentations prébudgétaires au ministère des Finances, l'on a été à mon écoute et retenu 4 de mes priorités.

Quelles sont les deux autres priorités ?

L'ancien gouvernement nous a soutenus à travers la MRA. Récemment, un communiqué a indiqué que nous aurons environ Rs 3 500 alors qu'en 2024, nous recevions jusqu'à Rs 8 925 comme allocation pour compléter le montant du salaire minimum de Rs 20 000. Si nos employés avaient Rs 12 000, le gouvernement ajoutait la somme nécessaire pour parvenir au salaire minimum. Maintenant, Rs 3 500, et cette somme, nous ne la recevons pas tout de suite. Entre temps, notre *Cash Flow* est affecté. Nous souhaiterions que le gouvernement se base sur le cas par cas. Les entreprises qui font bien n'ont pas à prendre cette allocation. Nous demandons donc au gouvernement de maintenir cette *Wage Assistance* à travers la MRA jusqu'à ce que la situation se stabilise.

Par ailleurs, la CSG constitue un autre poids lourd pour nous. C'est une grosse somme que nous contribuons. Il faudrait arrêter avec cela.

En quatrième lieu, notre coût de production a beaucoup augmenté suite à l'augmentation des salaires. Il faut donc des mesures d'incitation aux PME, des allocations sur l'achat de machines pour nous aider à réduire le coût de production.

Cinquièmement, nous ne sommes pas suffisamment présents au niveau des foires internationales. Il faut relancer le Marketing. Si on ne voyage pas, on ne sera pas au fait des dernières technologies. L'ancien gouvernement n'y a pas accordé de l'importance. À l'époque de Smido, avant 2014, nous avions des *Schemes* pour de tels voyages. Si on reste dans son coin, est-ce qu'on recevra des commandes ?

Il ne faut pas oublier que les PME représentent 54% des emplois à Maurice et 40-45% du PIB. Quand nous regardons l'Inde, la Chine, la Thaïlande, ils aident leurs PME. Il ne faudrait pas que le gouvernement nous laisse mourir.

Comment voyez-vous l'avenir des PME à Maurice ?

Nous sommes en convalescence depuis le Covid-19. Si nous ne nous donnons pas une bouffée d'oxygène, nous mourrons. L'avenir n'est pas sombre à condition que des mesures essentielles soient prises.

Face au contexte mondial difficile et l'incertitude qui guette les PME, qu'espérez-vous comme soutien du gouvernement ?

En février dernier, il y a eu une réunion au ministère des PME et chaque mois il devait y avoir une réunion. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a eu aucune autre réunion. Le *Ease of Doing Business* n'existe pas à Maurice. Il faut une réunion au moins une fois par mois. Sinon comment trouver une solution ? À l'époque du ministre Jeetah, chaque mois, il y avait une réunion. Il y a une grosse frustration au niveau des PME avec des problèmes de *Work Permit.*

En conclusion ?

SME Chamber aurait dû être représentée sur le Board du ministère des PME. Nous restons confiants que le ministre des Finances fera le maximum pour les PME. Le ministère du Commerce règlemente les ventes sur les réseaux sociaux, c'est une bonne chose. Il faudrait un *One Stop Shop* pour résoudre nos problèmes et nous éviter d'aller de ministère en ministère.

RIMA RAMSARAN (entrepreneure):

«Encourager la production locale pour réduire les importations»

Quel est le mood des entrepreneurs quelques jours avant la présentation du budget ?

Je dirais que, comme chaque année, les entrepreneurs comme tous les Mauriciens, ont énormément d'attentes à quelques jours du budget, mais encore plus cette année, étant donné que c'est le premier budget du nouveau gouvernement. La présentation du *State of the Economy* a été un dur retour à la réalité après l'euphorie des dernières élections générales. Le défi est maintenant de calquer et respecter au mieux les promesses électorales en fonction du contexte actuel, surtout après cet état des lieux, et jongler dans des conditions quand même difficiles.

Qu'attendez-vous comme mesures prioritaires pour les PME ?

Les demandes restent les mêmes : relancer l'économie, stabiliser la roupie, contrôler l'inflation, encourager la culture entrepreneuriale et la production locale en vue de réduire les importations, pérenniser les entreprises et accélérer la transition vers des entreprises durables, balancer les considérations écologiques et sociales, développer l'économie bleu-vert, régler le problème de manque de main-d'œuvre, qu'elle soit locale ou étrangère. La liste est longue, les attentes sont colossales et malheureusement la réalité est loin d'être propice pour répondre aux besoins…

Ce budget sera présenté dans le sillage du fort taux d'endettement hérité de l'ancien gouvernement et brandi par le présent gouvernement comme obstacle à la réalisation des promesses et autres projets sans compter les enjeux mondiaux que constitueront les taxes douanières de Trump ... La marge de manœuvre du gouvernement est restreinte, qu'en pensez-vous ?

La marge de manœuvre est définitivement restreinte. Nous entendons déjà le discours, à l'approche du budget, que la caisse est vide… Mais c'est justement là, le défi. Les élections sont derrière nous, il n'y a plus de cadeaux, de Freebies. À présent, il faut, au contraire, une approche innovante, claire, transparente, holistique et courageuse. Plus que jamais aujourd'hui, nous devons miser sur la construction de notre économie et définir des bases solides pour l'île Maurice de demain.

Comment voyez-vous l'avenir des PME à Maurice ?

Les PME peinent à avancer, les entreprises stagnent, les conditions économiques sont difficiles. Même si je reconnais que le salaire minimum, par exemple, a été une mesure importante pour les employés, les PME arrivent difficilement à maintenir le cap. Quid du 14e mois en 2024 qui a été comme une douche froide ?

La loi locale aujourd'hui a beaucoup évolué pour protéger les employés, et avec raison, mais je pense qu'il est temps de considérer les implications sur les employeurs et les entrepreneurs. Nous ne nous en tirerons jamais si la balance pèse toujours en faveur des employés. L'employeur prend des risques, mise parfois sur ses acquis personnels, sacrifie par moment son salaire, et j'en passe. Au final, ne serait-ce pas plus simple pour l'entrepreneur de prendre un emploi et de se contenter d'un salaire en fin de mois, que de continuer à lutter dans un contexte de plus en plus difficile ?

Mais, si nous nous limitons à une compétition malsaine entre les demandeurs d'emploi au lieu de miser sur les entrepreneurs qui sont créateurs d'emplois, nous n'irons pas très loin.

Face au contexte mondial difficile et l'incertitude qui guette les PME, qu'espérez-vous comme soutien du gouvernement ?

Tout simplement qu'il *Walk the Talk* et que l'approche soit plus dans le concret que dans la rhétorique. L'heure n'est plus aux discours. Il faut passer à l'action.

Pour les entrepreneurs et les PME, l'urgence est surtout de créer un écosystème propice pour la promotion de l'entrepreneuriat et le *Ease of Doing Business.* Dynamiser et digitaliser les structures y relatifs, encourager les secteurs importants de l'économie comme l'agro-industrie, l'économie bleu-vert, entre autres…

Au niveau de l'Association mauricienne des Femmes Chefs d'Entreprise (AMFCE), structure que j'ai présidée pendant presque trois ans dans le passé, nous avons bien sûr fait parvenir nos demandes au gouvernement. J'aimerais souligner quelques mesures qui me tiennent à cœur : promouvoir les entreprises inclusives : inciter et encourager les grosses boîtes à inclure les PME dans leurs chaînes de valeurs. Ceci permettra aux petites entreprises de se concentrer sur le développement de leurs produits et de leurs entreprises en assurant un marché régulier dans un premier temps.

J'aimerais en même temps faire un petit plaidoyer pour l'entrepreneuriat au féminin et l'employabilité des femmes. Pour cela, par exemple, il faudrait une assistance aux PME pour les paiements des congés de maternité, surtout aux entreprises qui emploient presque exclusivement des femmes de par la définition même de leur secteur d'activités. C'est extrêmement difficile aujourd'hui d'assurer ces trois mois de congé (qui ne s'appliquent pas dans le cas des hommes). Ceci assurera plus de parité au niveau de l'employabilité des hommes et des femmes en encourageant les employeurs à recruter à chance égale, les hommes et les femmes qui sont en âge de procréer. Par ailleurs, augmenter graduellement les congés de paternité, jusqu'à ce que nous arrivions à un équilibre essentiel entre les congés de maternité et de paternité, une considération importante dans l'esprit de l'égalité du genre.

En conclusion ?

Il faut du réalisme, de la transparence. Arrêtez de vendre du vent, soyez honnêtes dans votre approche. Je pense personnellement que la population n'attend pas un budget ambitieux mais réaliste, axé sur la reconstruction et la relance de l'économie. Assez de mesures populaires ou populistes et bien sûr qu'il faut investir dans le social, mais créons aussi – et d'abord - la richesse qui est nécessaire pour financer le social !

AMIT BAKHIRTA (ENTREPRENEUR):

«Travailler sur des réformes innovantes, avec accent sur l'Afrique»

Le budget sera présenté dans le sillage du fort taux d'endettement hérité de l'ancien gouvernement et brandi par le présent gouvernement comme obstacle à la réalisation des promesses et autres projets. Pensez-vous que la marge de manœuvre du gouvernement est restreinte ?

Oui. Chez Anneau, nous pensons que la consolidation budgétaire devrait être l'axiome central de ce premier exercice budgétaire, notamment dans le contexte d'une dégradation 'imminente' du pays au statut de *Junk* par l'agence de notation de Moody's. Ce que nous devons éviter à tout prix. Surtout dans un contexte de croissance économique probablement atone cette année, tant sur le plan international que national. Ce ralentissement de la croissance économique est susceptible d'avoir un impact sur le PIB et, par conséquent, haussant mathématiquement le ratio dette/PIB.

Il est également tout à fait normal qu'un nouvel exécutif, prenant les rênes du gouvernement, rééquilibre le budget du pays lors de sa première année de succession.

Par conséquent, nous nous attendons plutôt à un exercice de rééquilibrage, avec une budgétisation capitale et des projets économiques majeurs ne prenant plausiblement forme qu'à partir du deuxième budget, soit l'année prochaine.

Ce budget intervient d'autre part dans un contexte où les enjeux mondiaux des taxes douanières de Trump sont omniprésents. Nombre de PME sont affectées dans un tel contexte. Quelles sont les mesures prioritaires qui sont à la portée du gouvernement et qui pourraient les aider à garder la tête hors de l'eau ?

Directement, nous estimons que moins de 7 % de nos importations totales sont destinées directement aux États-Unis. Ces tarifs n'ont été que proposés à ce jour et leur mise en œuvre fait généralement l'objet de longues négociations, d'où, selon nous, le caractère marginal très court terme de ces droits de douane sur nos exportations totales.

Plus important encore, nous pensons que le gouvernement devrait plutôt commencer à redéfinir les principales industries-piliers existantes ; par exemple nos ports et notre potentiel maritime, et à travailler sur des réformes économiques innovantes, en mettant l'accent sur l'Afrique. Il est absurde que nos efforts ne se concentrent pas de plus en plus sur cette énorme baleine socio-économique juste à côté de nous qu'est l'Afrique.

Comment voyez-vous l'avenir des PME à Maurice ?

D'une manière générale et à titre personnel, en tant qu'entrepreneur, j'ai tendance à être optimiste quant à l'avenir.

Chez Anneau, nous pensons que si les membres de l'exécutif innovent et créent un environnement entrepreneurial sain, innovant et ouvert, ces fondations devraient favoriser la prospérité de nombreuses micro, petites et moyennes entreprises (MPME) existantes comme nouvelles. Et cela, surtout dans un contexte où de nouveaux marchés régionaux, beaucoup plus vastes, peuvent être explorés pour ces MPME.

De plus, notre Banque Centrale et nos politiques budgétaires peuvent être utilisées intelligemment pour que le pays puisse se doter d'une base encore plus solide pour l'entrepreneuriat, à tous les niveaux.

Face au contexte mondial difficile et l'incertitude qui guettent les entrepreneurs, quelles formes de soutien le gouvernement pourrait-il leur apporter ?

L'entrepreneuriat au sein des MPME peut être un potentiel de développement professionnel pour les jeunes, entre autres.

L'accès aux investisseurs et partenaires stratégiques, aux financements traditionnels et non traditionnels, aux financements bancaires, à la formation et au développement, et surtout, à de nouveaux marchés, est également essentiel. Sans ventes, aucune MPME ne peut croître et prospérer à long terme.

Cela étant dit, il est également important pour nos MPME d'être extrêmement compétitives, la valeur et la stabilité de la monnaie restent fondationnelles. Idem pour l'environnement monétaire de notre pays.

Comment se porte l'investissement actuellement et qu'attendez-vous du budget par rapport à ce secteur ?

Conformément au cycle et au climat d'investissement d'une année électorale, l'année 2024 a été marquée par un ralentissement des Investissements directs étrangers (IDE) à Maurice en glissement annuel, avec une baisse de 17 % pour atteindre Rs 37 milliards (environ 721,3 millions de dollars américains).

Malgré une dépréciation monétaire marquée d'environ 65 % depuis 2005, nous constatons que les entrées d'Investissements directs étrangers ont connu une croissance cyclique de 11 % net en USD en moyenne par an (marquée par d'importants investissements étrangers liés à la construction du métro ces dernières années), ce qui témoigne de la consistance et, surtout, du potentiel étranger sous-jacent.

Nos prévisions actuelles sont très faibles en termes de dépenses d'investissements massives liées aux projets, par rapport aux dépenses budgétaires récurrentes ; là encore, compte tenu d'un scénario où nous devons procéder à un exercice budgétaire régressif, compte tenu notamment du besoin urgent de recapitalisation de la banque centrale et des organismes publics et parapublics locaux, car Moody's et le FMI veillent ; ce qui rend cet exercice réalistement contraint.

En conclusion ?

Ce premier exercice budgétaire devrait idéalement être marqué par un rééquilibrage et une consolidation, afin d'éviter des difficultés économiques et financières majeures à venir.